



À Tunis (INS): Leila Said

Tel: +216 71 891002 E-mail: said.leila@ins.tn

À Rabat :

Shobhna Decloitre
Tel: +212 661839733
E-mail: sdecloitre@ifc.org

COVID-19 en Tunisie : Publication des résultats de l'étude d'impact socio-économique sur le secteur privé – un partenariat IFC/INS - | 3ème phase

Tunis, 18 février 2021 - L'Institut National de la Statistique (INS), en collaboration avec la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, a achevé la troisième et dernière phase de son enquête relative à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur privé en Tunisie. Cette enquête a été effectuée par téléphone auprès d'un panel de 2 500 entreprises représentatives du secteur privé formel. La troisième phase s'est déroulée en décembre 2020, la deuxième avait eu lieu en septembre et octobre, et la première en mai et juin.

Cette étude a permis d'interroger les entreprises sur l'état de leur fonctionnement pendant la crise sanitaire, l'évolution des facteurs impactant leur activité, les mesures gouvernementales mises en place face à la crise, les mécanismes d'ajustement mis en œuvre par les entreprises elles-mêmes, la durabilité de leurs opérations, l'existence et l'utilisation de plans de continuité d'activité et leurs prévisions. « Les résultats de cette troisième phase de notre enquête montrent que la crise a considérablement accentué la pression sur les entreprises privées. Le nombre d'entreprises déclarant avoir définitivement cessé leur activité et le nombre de celles disant avoir procédé à des ajustements d'emplois ont augmenté, tandis que les ventes et la demande ont continué de baisser. On décèle néanmoins quelques facteurs de modération : davantage d'entreprises déclarent avoir bénéficié des mesures de soutien gouvernementales et l'usage des plateformes numériques s'est relativement accéléré », a déclaré M. Adnen Lassoued, directeur général de l'INS

« Cette troisième phase, réalisée après le déconfinement, nous permet d'avoir un recul sur les impacts de la crise sur les différents secteurs. L'enquête a confirmé que l'impact a été significatif sur les services d'hébergement, la restauration et les cafés. L'enquête montre que la crise a eu un impact significatif sur le secteur privé, mais elle démontre aussi que davantage d'entreprises ont bénéficié des mesures gouvernementales, passant de 21% durant le 3ème trimestre à 25,5% lors du 4ème trimestre », a déclaré M. Georges Joseph Ghorra, Représentant résident d'IFC en Tunisie.

Voici les principaux résultats de l'enquête :

- 1- La majorité des entreprises étaient ouvertes lors du 4ème trimestre (T4) 78,4% des entreprises étaient ouvertes : 10,9% des établissements sont restés ouverts sans interruption (12,2% lors du T3) et 67,5% ont rouvert après interruption ;
- 2- Les fermetures définitives d'entreprises ont fortement augmenté 10,4% des entreprises étaient définitivement fermées : 2,6% à cause de la pandémie (1,5% lors du T3) et 7,8% pour d'autres raisons (3,9% au T3). Par ailleurs, 11,2% des entreprises étaient temporairement fermées : 10,2% sur décision de l'entreprise et 1% sur celle des autorités. Enfin, 65,4% des entreprises ouvertes au T4 ont déclaré qu'elles risquent de fermer définitivement dans les conditions actuelles, contre 37,2% au T3.

- 3- La crise sanitaire a fortement perturbé les activités des entreprises malgré une légère amélioration post-déconfinement 85,9% des entreprises ont déclaré avoir subi une baisse de leur chiffre d'affaires pendant le mois de novembre, contre 82,3% en juillet. Parmi celles qui ont continué à opérer, 86,4% ont enregistré une baisse de leur liquidités, 79,5% ont enregistré une baisse de la demande adressée, 54,9% ont déclaré rencontrer des difficultés d'accès aux services financiers, 52,1% ont signalé des difficultés d'approvisionnement en matières premières et 48,9% sont confrontées à une baisse du nombre d'heures travaillées.
- 4- Les entreprises du secteur privé ont effectué des ajustements plus importants en matière d'emplois pendant le mois de novembre Seulement 37,1% des entreprises ont déclaré ne pas avoir procédé à des ajustements liés à l'emploi, contre 44,7% en avril et 39% en juillet. Par ailleurs, 25,9% des entreprises ont procédé à des licenciements, 11,6% ont accordé des congés payés et 9,8% des congés sans salaires. Enfin, 15,7% des entreprises ont eu recours à des réductions salariales, 30,5% ont procédé à la réduction du nombre d'heures travaillées et seulement 5,3% des entreprises ont recruté.
- 5- Face à la crise sanitaire, les entreprises ont eu davantage recours aux solutions digitales 12,7% des entreprises ont accru leur présence en ligne au T4, contre 9,3% au T3. Cette présence en ligne avait principalement pour but de faciliter le télétravail et d'accomplir les tâches administratives. L'utilisation des nouvelles technologies a progressé de manière notable dans les secteurs de la vente, du marketing et des moyens de paiement.
- 6- L'utilisation de plans de résilience et de politiques de continuité d'activité reste très limitée Seules 10,1% des entreprises déclarent disposer d'un plan de continuité d'activité (PCA) en T4, en baisse par rapport à T3 (14,8%). Ces PCA intègrent notamment le télétravail pour 52,5% des entreprises en T4, contre 62,9% des entreprises en T2.
- 7- Les entreprises réclament plus de mesures de soutien pour faire face à la crise Les trois mesures dont les entreprises disent avoir le plus besoin sont les exonérations et les réductions d'impôt (37%), les injections directes de liquidités (36,8%) et les reports d'impôt (24,1%). Toutefois, davantage d'entreprises ont déclaré avoir bénéficié des mesures gouvernementales, passant de 21% en T3 à 25,5% en T4. Parmi les entreprises qui n'en ont pas bénéficié, 34.3% déclarent en avoir pourtant fait la demande, 15,5% n'ont pas exprimé d'intérêt et 14,5% ont pointé la complexité du processus.

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du programme d'amélioration du climat des affaires d'IFC en Tunisie qui bénéficie du soutien du Secrétariat d'Etat Suisse à l'économie (SECO) et de l'Union Européenne (UE). Ci-après le lien de l'étude :

http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/Tunisia%20BPS Third%20wave.pdf

À propos d'IFC

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2020, elle a investi 22 milliards de dollars dans des sociétés privées et dans des institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Pour de plus amples informations, consulter le site www.ifc.org.

À propos de l'INS

Fondé en 1969, l'Institut National de la Statistique est le principal organisme public tunisien chargé de la collecte, de la production et de la diffusion des informations sur l'économie et la société tunisiennes. L'INS conduit ses travaux en toute indépendance professionnelle et est l'organe central du système statistique tunisien. Il est de ce fait la principale source de statistiques officielles en Tunisie. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.ins.tn.

Suivez l'actualité d'IFC :

www.facebook.com/IFCwbg www.twitter.com/IFC_org www.youtube.com/IFCvideocasts www.ifc.org/SocialMediaIndex www.instagram.com\ifc_org

Suivez l'actualité de l'INS :

www.facebook.com/ins.tunis/ www.twitter.com/lnsTunisia www.youtube.com/user/StatistiquesTunisie www.flickr.com/photos/124513108@N08/